

Caroline Fourest reprend les analyses politiques de... Tariq Ramadan !

Surfant sur le blog de Mohammed Sifaoui, je suis tombé sur un extrait vidéo de l'émission qu'anime Tariq Ramadan sur la chaîne PressTV, financée par l'Iran. (1) Ce fait en soi montre quel démocrate critiqueur de dictatures est le petit fils des fondateurs des Frères musulmans. Mais ce qui m'a pris de court, en écoutant cet extrait, c'est d'entendre Tariq Ramadan s'inquiéter de la montée conjointe du BNP, du Parti de la Liberté de Wilders et de l'UDC suisse. Ramadan fait le parallèle entre la progression politique de ces partis et l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, tout comme entre la persécution des juifs d'alors et les appréhensions concernant l'arrivée en masse des immigrés d'aujourd'hui. Bref, j'ai compris que la chronique publiée dans Le Monde du 3 octobre par Caroline Fourest n'était que la reprise quasi littérale des idées mêmes de Tariq Ramadan (2). Les mêmes amalgames, les mêmes inquiétudes, la même propagande. Avec de tels défenseurs, la laïcité n'a même plus besoin d'ennemis.

Radu Stoenescu



Elle était aussi une terre d'accueil pour des Italiens fuyant la misère de Calabre ou du Basilicate, de Grecs pauvres, de Français ayant fui les départements occupés entre 1914 et 1918, d'Alsaciens ayant préféré l'exil en 1871 plutôt que de vivre sous la férule du Reich, etc. C'est pour purifier l'Egypte de ces populations allogènes qu'El Banna a fondé sa Confrérie; c'est pour mettre fin à l'arrogance supposée des Juifs (environ 100000 pour 10 ou 12 millions d'Egyptiens) et les contraindre à quitter le Caire ou Alexandrie qu'il a formé des militants; c'est pour couvrir d'une haine sans limite les chrétiens et les coptes qu'il a écrit ses livres; et c'est aussi pour reconstituer le "califat" (le calife est le successeur de Mahomet), c'est-à-dire pour établir un Etat musulman qui réunirait tous les musulmans du monde, qu'il a affronté le pouvoir démocratique d'alors, n'hésitant pas à recourir à l'assassinat.

Bien entendu, les "islamologues", les "sociologues", les "spécialistes du monde arabe", les "arabisants", en bref les idiots utiles dont le prototype a été Berque et qui pullulent au "Monde diplomatique", dans l'Université, dans les associations prétendument "tiers-mondistes", dissimulent ces faits, uniquement pour faire accroire aux gogos que les Frères musulmans, qui forment un mouvement impérialiste et fasciste, au racisme primaire et viscéral, seraient "progressistes", qu'ils lutteraient pour "l'émancipation des musulmans", qu'ils auraient pour but l'amitié entre les peuples, et autres contes à dormir debout, ou pour justifier les alliances qu'ils ont passées avec eux.

Jean-Gérard Lapacherie

Finance islamique et fiducie, un amendement rejeté

Par sa [décision n° 2009-589 DC du 14 octobre 2009-><http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/les-decisions/2009/decisions-par-date/2009/2009-589-dc/decision-n-2009-589-dc-du-14-octobre-2009.45861.html>], le Conseil constitutionnel a donné raison aux 60 députés socialistes qui l'avaient saisi. Il a considéré que les articles 14 et 16 de la loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises et à améliorer le fonctionnement des marchés financiers ont été adoptées selon une procédure contraire à la constitution.



Je suis par ailleurs adhérent à la Ligue de l'enseignement et à ce titre, j'avais envoyé une lettre ouverte à Pierre Tournemire en réponse à un article paru dans les « Idées en mouvement » (mensuel de la Ligue) en décembre 2004 (presque 5 ans déjà...).

Je vous la livre intégralement ci-dessous car je crains que les réflexions et commentaires que j'y développais soient plus que jamais d'actualité.

Bien amicalement

Patrick Lefèvre

« DIALOGUER OU DIABOLISER »

(Article de Pierre Tournemire dans les Idées en Mouvement de décembre 2004)

Réflexions et commentaires d'un citoyen ordinaire

Nous n'avons pas le droit de jeter un anathème général sur des personnes ni d'exclure a priori une partie de la population et il faut avoir bien peu confiance dans ses convictions pour refuser le dialogue : telles sont les idées justes et fortes rappelées dans l'article précité.

Ne serait ce pas pourtant la pratique usuelle vis-à-vis des militants et électeurs du Front national ?

Les religions, et en particulier les trois monothéistes largement majoritaires dans notre pays, se préoccupent avant tout de régir la vie quotidienne de la cité selon des dogmes au lieu d'alimenter la réflexion concernant les interrogations métaphysiques ressenties par de nombreux êtres humains.

Nous avons là un fonctionnement politique dictatorial et ce n'est pas parce qu'une secte a réussi et a maintenant « pignon sur rue » que cela l'absout des connotations racistes contenues dans son message et en particulier de cette notion « d'élus » pour ceux qui sont dans le « Vrai » par rapport aux autres qu'il faut tolérer mais qui restent tout de même quelque part des « sous-hommes ».

Il n'y a donc pas de différence entre des systèmes fascisants qui dans tous les cas utilisent l'ignorance, la crédulité, la superstition et la bêtise ; et ce n'est pas parce que certains se drapent de la « vertu » religieuse qu'ils en sont plus respectables.

Le totalitarisme religieux est d'ailleurs parfois initiateur, souvent complice et quasiment toujours complaisant vis-à-vis du totalitarisme politique (à l'exception notoire du malheureux exemple des pays dits communistes).

On pourrait longuement gloser sur les raisons de la présence et surtout du maintien dans le temps du Front national sur la scène politique mais une seule certitude s'impose à tout démocrate : l'obligation de dialoguer avec tout le monde et d'autant plus si les personnes que nous pensons être dans l'erreur disposent de la légitimité du suffrage universel (à moins d'avoir bien peu confiance dans nos convictions...).

La diabolisation est évidemment la pire des solutions et nous

avons le devoir de faire en sorte qu'il n'y ait pas « deux poids, deux mesures » comme actuellement.

Pour en revenir sur la question religieuse, beaucoup de citoyens français ressentent l'Islam comme un problème pour notre pays par le fait qu'il participe activement à la ranimation de quelque chose qui, tout en étant malheureusement loin d'être moribond, était quand même en train peu à peu de perdre du terrain (ce qui d'ailleurs désespérait la hiérarchie catholique), à savoir le retour en force du cléricalisme sur la place publique.

Tout esprit libre ne peut être que fortement préoccupé par cette régression quand on voit les dégâts (et le mot est faible) qu'il a fait chez nous dans le passé et qu'il fait encore partout à travers le monde.

Il semble d'ailleurs que l'on perçoit çà et là le soulagement des chefs catholiques et surtout une volonté de « sainte alliance » entre les dirigeants de nos trois « partis de Dieu » quant à la nécessité que la Religion retrouve Sa Place dans la vie de la cité (en rêvant peut-être de « s'expliquer » entre eux quand les mécréants et autres infidèles auront été réduits au silence).

Il est également évident que des pratiques et des comportements d'un autre temps exacerbés par des prêtres prosélytes s'arc boutant sur les textes rétrogrades d'un manuel technique issu d'une époque et d'un folklore lointains (au lieu d'en supprimer ou modifier les articles ne favorisant pas une intégration sereine) ne peuvent qu'engendrer des phénomènes d'incompréhension au mieux ou des réactions de rejet au pire de la population autochtone.

Les musulmans ne sont malheureusement pas les seuls à être dans ce cas et on ne peut que s'étonner par exemple du silence de nos autorités vis-à-vis de la circoncision qui n'est pas autre chose qu'une mutilation barbare quand elle est infligée à des bébés.

Les religions ont certainement été un mal nécessaire pour structurer politiquement les sociétés mais il serait grand temps de dépasser ce modèle d'organisation.

Au début du siècle passé, nous n'avions pas d'autre choix que de transiger car nous étions minoritaires dans l'opinion publique et c'était le seul moyen de faire avancer les choses ; les évolutions juridiques de l'époque n'ont toutefois pas été réalisées dans un climat apaisé et serein et il est vraisemblable que pour nos illustres aînés, ce nécessaire compromis n'était qu'un premier échelon dans l'émancipation de l'être humain

Le contexte actuel est totalement différent et à l'inverse il faut profiter de « l'épine musulmane » pour aller au bout de la laïcisation de la vie publique.

Il n'est évidemment pas question d'empêcher quiconque de prier un ou plusieurs dieux s'il en ressent le besoin mais cette pratique n'a strictement rien à voir avec l'organisation sociale de la cité.

Il suffirait uniquement aux chefs religieux de répéter sans relâche qu'il suffit de mener son existence terrestre en essayant de respecter au maximum deux principes tout simples (et évidemment de se les appliquer) : l'exemplarité et le fait de ne pas faire à autrui ce que l'on ne voudrait pas qu'on nous fasse.

En suivant au mieux ces deux préceptes, tout homme participerait à l'instauration d'une société pacifiée et il est hautement probable qu'il aurait peu de risque d'avoir des comptes à rendre de l'autre côté (pour autant qu'il y ait quelque chose...).

Le plus inquiétant est certainement dans le fait qu'on peut avoir le sentiment que les « élites » dirigeantes ou influentes donnent l'impression d'apprécier positivement cette régression au lieu de favoriser une réelle participation décisionnelle des citoyens.

Si cette situation est somme toute logique pour celles de droite, faut-il que celles de gauche soient désemparées pour accepter le renouveau de cet instrument de domination et d'encadrement (mais peut-être sont-elles plus préoccupées par leurs carrières et leurs pouvoirs que par l'instauration d'une société plus juste, plus démocratique et moins violente ?).

Ne retrouverait-on pas là une version moderne de l'ancien pacte entre « le sabre et le goupillon » (le sabre étant maintenant remplacé par la « bien pensance ») ?

Ce serait oublier ou ne pas vouloir tenir compte du formidable travail d'instruction mené par les enseignants depuis maintenant de longues décennies et qui a permis l'émergence d'une majorité de citoyens aptes à décider directement de leur destin et particulièrement de leur vie quotidienne.

Faire vivre l'utopie ne doit pas être uniquement un concept incantatoire car dans ce cas, la désespérance des citoyens dignes et responsables (souvent silencieux) pourrait provoquer des dégâts considérables s'ils en arrivaient à la conclusion que le moins pire qui puisse leur arriver est d'aller à la pêche à la ligne...

Le 5 février 2005,

Patrick Lefèvre

»

Des prieurs musulmans occupent rues et trottoirs parisiens... L'armée française au pèlerinage de La Mecque !

Chaque semaine, les laïques se demandent ce qui va bien pouvoir leur tomber de nouveau sur la tête. La semaine dernière, nous informions nos lecteurs de la réalité de ce qui se passe tous les vendredis dans certaines rues parisiennes, où des musulmans, oubliant qu'ils vivent dans un pays laïque, se permettent de fermer des rues, d'interdire à des habitants du quartier de rentrer ou de sortir de chez eux. Devant une

police passive, avec la complicité du maire, Daniel Vaillant, ils imposent leur prière à l'ensemble de la population. Notre enquêteur, Maxime Lépante, est retourné, ce vendredi, sur les lieux, et nous a ramené des films encore plus ahurissants invraisemblables, que nous vous recommandons de regarder de près.

Regardez les images ahurissantes qu'il a prises !

Rue Léon : 2' 03"

<http://www.youtube.com/watch?v=WxD Eo -NgwIU>



Bref, des islamistes occupent les rues de Paris, et, en réponse, le gouvernement français décide de faciliter, et de financer partiellement, la participation de soldats musulmans au pèlerinage de La Mecque ! On ne sait plus s'il faut éclater de rire, ou pleurer...

Nous ne sommes sans doute pas de grands stratèges politiques, mais nous avons compris que nos soldats étaient en Afghanistan pour lutter contre les talibans, et l'intégrisme musulman. Nous avouons que nous ne comprenons pas bien comment on peut prétendre lutter contre l'intégrisme islamique en Afghanistan, et accepter les prières publiques musulmanes en plein Paris ?

Nous ne comprenons sans doute pas tout à d'autres subtilités du monde politique. Ainsi, nous avons du mal à saisir qu'une Martine Aubry ose défiler pour le droit des femmes, ce samedi, dans les rues de Paris, sans avoir un mot contre le voile et

la burqa... sauf quand on sait qu'elle doit son élection lilloise aux islamistes, et qu'elle a osé saluer la Ligue islamique mondiale, dans sa ville. (4)

Nous avons apprécié, la semaine dernière, la bataille d'Henri Emmanuelli, autour de la finance islamique, contre l'adaptation de nos lois à la charia. Nous nous félicitons des travaux de la mission Gérin sur le voile intégral. Mais va-t-elle se déplacer, un vendredi après-midi, dans le 18e arrondissement de Paris ?

Cette semaine, les députés sont-ils prêts à interpeller le gouvernement sur le pèlerinage de nos soldats, à La Mecque, et comprendre pourquoi notre armée encadre-t-elle une démarche religieuse privée ? Combien cela coûtera-t-il à la Nation ? Sont-ils prêts à interpeller le ministre de l'Intérieur sur les images ahurissantes que nous diffusons, montrant l'ampleur des prières musulmanes dans certaines rues de Paris ?

Avouons que pour les députés UMP, devoir défendre, au nom de la solidarité gouvernementale, ces deux faits, incompatibles avec nos principes laïques, commencerait à faire beaucoup de coulevres à avaler... après la taxe carbone, Frédéric Mitterrand, Jean Sarkozy, la finance islamique...



1. Sa famille

Il est bien connu que Ramadan est le petit-fils du fondateur

de l'organisation des Frères musulmans, Hassan al-Banna. Mais on ignore généralement que la famille Ramadan joue un rôle essentiel dans l'histoire du mouvement islamiste, depuis trois générations. Al-Banna, le grand-père, a créé le mouvement des Frères musulmans, qui est la matrice de l'islamisme contemporain, à laquelle se rattachent à la fois le Hamas palestinien et aussi (de manière moins directe) la nébuleuse Al-Qaida. Saïd Ramadan, le père, beaucoup moins connu, a joué un rôle essentiel dans l'implantation des Frères musulmans en Europe. C'est lui qui a créé l'Internationale islamiste, au cours de ses périples incessants (Pakistan, Israël, Arabie saoudite, Allemagne, Suisse...). Tariq Ramadan est un acteur important de la réislamisation des populations musulmanes et de l'islamisation de l'Occident.

2. Sa jeunesse

Né en 1962 à Genève, Tariq Ramadan a connu une enfance dorée en Suisse. Son itinéraire est – comme pour de nombreux autres militants islamistes – celui d'un born again muslim, c'est-à-dire d'un musulman revenu sur le tard à sa religion. Contrairement à son père et à son grand-père, en effet, il n'a pas été élevé dans le strict respect de la tradition et son cursus scolaire a été presque totalement profane. Comme il le reconnaît lui-même dans un livre d'entretiens, la religion ne tenait pas une place importante dans sa jeunesse. Jusqu'à l'âge de 30 ans, il était un citoyen suisse de confession musulmane, beaucoup plus intéressé par le football que par l'islam ou la politique... Il a même envisagé un temps de devenir footballeur professionnel.

3. Sa rencontre avec Hassan Tourabi

Une des rencontres décisives, qui a décidé de son avenir, fut celle du leader islamiste soudanais, Hassan Tourabi. Francophone, Tourabi accueille le jeune Ramadan, auquel il promet un brillant avenir. Il aura une influence durable sur

celui-ci, notamment concernant l'idée de "l'islamisation par le haut" (c'est-à-dire par le biais des élites) et aussi par son recours au double langage. Quelques années plus tard, en 1991, le leader islamiste soudanais accueillera un autre dirigeant islamiste, encore inconnu du grand public : Oussama Ben Laden.

4. Ses amis et réseaux d'influence

Tariq Ramadan est passé maître dans l'art de se créer des réseaux d'influence (qu'il appelle des "partenariats"). Parmi ces réseaux, figurent notamment celui des chrétiens de gauche (dont plusieurs ont avoué leur erreur après avoir compris qui était vraiment Ramadan, comme Christian Delorme), certains altermondialistes et plusieurs islamologues ou journalistes, comme François Burgat ou Alain Gresh, rédacteur en chef du Monde diplomatique, qui est resté jusqu'à aujourd'hui un des plus fidèles soutiens de Ramadan dans les médias français.

5. Son mentor, le cheikh Qaradawi



Ils ont surtout eu le culot – mais pourquoi se gêner – de réclamer aux parlementaires des mesures... contre l'islamophobie ! Ces gens là ont donc eu l'audace d'utiliser leur audition par nos députés pour relayer la revendication de l'OIC (Organisation de la Conférence Islamique) qui, au sein de l'Onu, fort de 57 états-membres, cherche à imposer le retour du délit de blasphème, et amalgame à du racisme toute critique de la religion musulmane.

Là encore, pourquoi se gêneraient-ils ? Nicolas Sarkozy avait osé, à Alger, devant un Boubakeur aux anges, renvoyer dos-à-dos islamophobie et antisémitisme (2). Il y a quelques jours,

son ministre de l'Intérieur, chargé des relations avec les cultes, Brice Hortefeux, a fait le parallèle entre islamophobie et islamisme !

Depuis des années, le Mrap, la LDH, et toute une partie de la gauche compassionnelle et de l'extrême gauche communautariste, oubliant que le mot « islamophobie » a été mis à l'ordre du jour par l'ayatollah Khomeiny, lors de la condamnation à mort de Salman Rushdie, en 1989, font du terrorisme intellectuel autour de ce mot, pour l'amalgamer à du racisme !

Peu importe à ces censeurs liberticides qu'on puisse théoriser, comme notre lecteur Pierre Régnier, les raisons pour lesquelles on puisse s'afficher « sereinement islamophobe » (3). Le rêve des Moussaoui est d'arriver, en France, à ce que « la liberté d'expression s'arrête là où commence la liberté des croyants », comme l'avait revendiqué un dignitaire de l'UOIF, lors de l'affaire des caricatures.

Poursuivant leur stratégie des petits pas, ils cherchent à miner l'édifice laïque de notre pays.

Ils veulent imposer le voile, partout où cela est possible. Ils n'appellent surtout pas les femmes intégralement voilées à retirer une tenue incompatible avec le vivre ensemble.

Ils veulent obtenir un maximum de mosquées, et de mégamosquées dans les grandes villes. Quand ils auront obtenu satisfaction, ils se battront, comme en Allemagne, pour le muezzin, relayé par des haut-parleurs, argumentant que les catholiques ont leur cloche (4).

Ils encouragent, par leur silence complice, la multiplication de prières musulmanes dans les rues et sur les trottoirs, voyant dans ces pratiques une conquête religieuse de l'espace public.

Ils veulent introduire la finance islamique, en Europe et dans notre pays. Ils combattent féroce­ment l'intégration, qui ferait des citoyens arabo-musulmans des citoyens comme les autres. Ils militent ouvertement pour le repli communautariste, autour de l'islam. Le 10 janvier 2008, à Bruxelles, 400 organisations musulmanes, dont l'UOIF, signaient une charte des musulmans européens. Le message était

clair : battez-vous, au sein de vos pays, pour que vos gouvernements acceptent les lois de la charia (5).